

**SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNETAP-FSU,
SNTRS-CGT, Ferc Sup CGT,
Sud Recherche EPST,
SNPTES,
Solidaires Etudiant-e-s.**

**Contre l'austérité renforcée
dans l'enseignement supérieur et la recherche publique.
Multiplions les initiatives de résistance !**

La politique d'austérité du gouvernement, confirmée par le deuxième gouvernement Valls, risque de s'accroître encore. Les 50 milliards de réduction des dépenses publiques plongent le pays dans la récession en comprimant les rémunérations, notamment celles des fonctionnaires dont le point d'indice - qui est gelé depuis 2010 - le restera jusqu'en 2017. C'est le service public dans son ensemble qui est mis à mal. Les cadeaux faits au patronat ; (crédit impôt compétitivité emploi, pacte de responsabilité) ne créent pas d'emploi : malgré plus de 6 milliards de crédit impôt recherche, l'emploi dans la recherche industrielle baisse en 2013 pour la première fois !

L'enseignement supérieur et la recherche publique ne sont pas épargnés. Les suppressions et les gels de postes affectent les universités comme les organismes. La précarité atteint un niveau inimaginable : dans les universités, 22 000 personnels administratifs, de bibliothèque, ingénieurs et techniciens en CDD et près de 100 000 vacataires d'enseignement, des milliers de post doc et d'administratifs, ingénieurs et techniciens précaires dans les organismes de recherche. L'accueil et les conditions de formation des étudiant-e-s se dégradent et sous prétexte de rationalisation des coûts, l'offre d'enseignement se réduit.

Malgré les ambitions de la secrétaire d'Etat, les quatre premières COMUE ont fait l'objet d'un vote négatif du CNESER le 21 juillet. A côté des COMUE, ces mastodontes régionaux qui ont vocation à accélérer les mutualisations, la politique des initiatives d'excellence continue, avec un deuxième appel à IDEX et un lot de consolation pour les petits sites s'ils se structurent autour de l'innovation en territoire, (les I-sites). Il faut arrêter cette politique qui assujettit la formation des étudiant-e-s et les laboratoires aux lobbys régionaux, sous le seul prétexte de l'adaptabilité à l'emploi pour les jeunes diplômé-e-s et le transfert rapide des résultats pour les laboratoires.

Nous devons réagir collectivement pour obtenir un plan de résorption de la précarité et des créations d'emplois, pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail. C'est l'emploi dans les universités et les organismes qui garantit la production des connaissances et la formation des étudiants. Au lieu de l'austérité et des regroupements forcés des établissements, ce sont des postes de fonctionnaires –avec la masse salariale correspondante ! - et des crédits pour travailler dont ont besoin les laboratoires et les services.

Les organisations sous signées appellent à la tenue d'assemblées générales pour organiser des initiatives de lutte contre la politique de rigueur du gouvernement. Ces actions pourront se tenir pendant la fête de la science à partir du 27 septembre, période où se décide le budget 2015. Elles peuvent en outre s'appuyer sur l'initiative «Sciences en marche » qui doit rendre visibles l'enseignement supérieur et la recherche dans les médias et dans l'opinion publique, rappelant ainsi nos exigences pour l'ESR d'un plan pluri-annuel de création d'emplois statutaires de toutes catégories pour résorber la précarité et répondre aux besoins, ainsi que d'un renforcement substantiel des crédits de base pour les laboratoires et les services.

Paris, le 12 septembre 2014

Organisations signataires : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNETAP-FSU, SNTRS-CGT, Ferc Sup CGT, Sud Recherche EPST, SNPTES, Solidaires Etudiant-e-s.